

Le long de nos côtes, quelques milliers de collectivités ont eu des installations de quaiage et de pêche qui leur ont permis de gagner leur vie. La pêche est une de nos trois principales industries. J'aimerais avoir ici la lettre que j'ai reçue du ministre des Travaux publics (M. Laing) au sujet de ces installations qu'on laisse maintenant se détériorer. Le gouvernement fédéral a décidé qu'il ne faut plus encourager l'économie rurale. C'est Ottawa qui a pris cette décision, mais il a aussi reçu de l'appui de la province, qui subit actuellement une organisation politique assez insensée.

Le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand), qui a plaidé avec tant d'ardeur à la Chambre samedi dernier, parle de changer le régime en recourant aux processus démocratiques dont nous disposons. Mais il refuse de nous écouter quand sans cesse nous tâchons de leur faire comprendre, à lui et au gouvernement, qu'il faut encourager et développer l'industrie de la pêche à Terre-Neuve au lieu de la saper et de la laisser périr.

Étant donné que je n'ai pas en main la lettre du ministre des Travaux publics, je vais tenter de la résumer. Elle porte sur une localité du nom de Salvage, une des quelque douze localités de ma circonscription qui ont un grand besoin de facilités pour la pêche. On y trouve 30 bateaux de pêche, qui assurent un emploi à presque tous les habitants de l'endroit. On y trouve aussi quatre palangriers. Je ne connais pas la valeur de ceux de Salvage, mais certains de ces bateaux valent \$20,000 et emploient cinq chefs de famille. Chacun d'eux tire sa subsistance de l'exploitation de ces bateaux. En même temps, cette exploitation crée du travail bien nécessaire à terre.

Le ministre me dit qu'il ne serait pas justifié d'accéder à la demande d'aménagement d'une cale de \$12,000 qui permettrait d'amener les embarcations à terre périodiquement pour réparer le fonds, réviser les moteurs, faire la peinture nécessaire et ainsi de suite, parce que l'activité dans la pêche ne s'est pas accrue dans cette localité. En d'autres mots, il dit à ces gens que le gouvernement n'est pas prêt à construire une installation de \$12,000 pour permettre à ces hommes de continuer à gagner leur vie.

Il y a très peu de localités urbaines à Terre-Neuve. Nous avons Saint-Jean, Gander, Corner Brook et Grand Falls, mais nous n'avons qu'une douzaine de localités comptant 10,000 habitants et une de 100,000 âmes. Peut-être 25 p. 100, ou même moins, de notre population se trouve dans des collectivités urbaines. Les autres vivent principalement en milieu rural. Mille de nos collectivités comprennent essentiellement des personnes engagées dans l'agriculture, en petit nombre, et dans les industries forestières et la pêche, en nombre très considérable. Lorsque, il y a 21 ans, nous sommes devenus province canadienne, notre industrie des pêches n'était pas très développée mais nous avions l'avantage d'être placés au beau milieu de grandes ressources de pêche. Nous avons demandé alors au Canada, et nous lui demandons aujourd'hui de nous aider à exploiter ces ressources et à accéder à une grande économie de pêches afin de pouvoir, devenus prospères, contribuer à la richesse du Canada.

● (5.10 p.m.)

Les députés ne se rendent peut-être pas compte que l'industrie de la pêche était à l'origine la principale [M. Lundrigan.]

industrie du Canada suivie par l'agriculture et l'exploitation forestière ou l'inverse. L'agriculture avait peut-être préséance sur l'exploitation forestière, car c'est l'industrie qui a favorisé l'extension et l'essor de notre pays vers l'Ouest où l'industrie primordiale de l'agriculture s'est implantée pour devenir le fondement de son expansion. Durant deux siècles, la pêche était une industrie bien organisée, bien avant les débuts de la colonisation ailleurs au Canada. L'an dernier, nous avons entendu parler d'un vaste programme d'expansion régionale à Terre-Neuve. Nous avons parlé ici à la Chambre jour après jour, au grand chagrin de la plupart des membres de notre propre caucus et de nombreux autres députés, de la nécessité d'établir une politique de la pêche englobant toute cette industrie. Quelques mois plus tard, nous avons entendu dire que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) devait annoncer un important programme de développement dans notre province. Il a annoncé que des millions de dollars seraient dépensés. On commence seulement maintenant à le faire. Chose étrange, pas un seul sou de ces fonds fédéraux ne servira à l'exploitation de nos pêches. Tout cet argent sera affecté à l'infrastructure, je me demande, grand Dieu, qui a fabriqué ce mot.

Je voudrais savoir qui décide. Les gens de Terre-Neuve sont paisibles, mais je pourrais vous prouver que la province subit un revirement qui pourrait se faire sentir avec fracas dans un avenir pas très lointain. Comment peut-on leur demander de patienter pendant des générations et de tolérer que ceux qui préparent le futur développement de la province ne fassent aucun cas des demandes du peuple? Voilà ce qui se passe parce que le ministre de l'Expansion économique régionale, de concert avec le gouvernement provincial, a décidé que Terre-Neuve devrait avoir environ 50 communautés au lieu de 1,000. Ce qu'ils peuvent faire de mieux pour la province, selon eux, c'est d'encourager un programme sérieux de repeuplement selon lequel on fait passer les gens d'une économie rurale à une économie urbaine, parce qu'ils croient que notre économie actuelle devrait se modeler sur celle de Montréal. Le modèle montréalais a une grande abondance de réverbères, un magnifique système d'égout, énormément de smog et de pollution, du mécontentement, des troubles, une circulation dense, des maisons louées et encore des maisons louées. On y trouve des tours d'appartements où on peut vivre au cinquième ou au cinquantième étage.

La semaine dernière, le ministre des Transports (M. Jamieson) a demandé au député de Saint-Jean-Est, je crois, qui voudrait vivre dans un petit port rustique de Terre-Neuve où il y faudrait tolérer même les cabinets extérieurs. Il a parlé de «syndrome pastoral» quand nous l'avons prié d'écouter les gens de notre province. Nombre de Terre-Neuviens aimeraient sans doute la vie des ports rustiques. Nombreux sont ceux qui veulent vivre en ces parages et accomplir la même tâche que leurs ancêtres. Ils chérissent cette tradition vieille de cinq siècles à Terre-Neuve. Peut-être veulent-ils vivre dans un endroit où les gens sont encore chrétiens, vont encore à l'église et croient encore en la démocratie. Ces gens sont encore hospitaliers et appellent encore leurs voisins par leurs prénoms. Peut-être veulent-ils continuer de vivre dans un tel milieu dans la crainte de Dieu et l'amitié de